

Le gouvernement portugais se retire d'un projet controversé avec la police israélienne après des pressions du BDS

Comité national palestinien du BDS – 23 août 2016

Le ministre de la Justice du Portugal a annoncé qu'il se retirait d'un projet financé par l'UE commun avec le ministère israélien de la Sécurité publique, la Police nationale israélienne et l'université Bar Ilan d'Israël. Le projet LAW TRAIN, dont l'objectif est d'unifier les méthodologies d'interrogatoire de la police, a suscité une controverse au Portugal en raison d'une opposition qui s'est fortement manifestée contre la participation d'Israël dans le programme de recherche Horizon 2020 de l'UE, et contre les violations des droits humains commis par les entités israéliennes qui y participent. Le gouvernement portugais a fait l'objet d'une forte pression de la part d'organisations de la société civile pour qu'il mette un terme à cette coopération avec Israël. Des partis politiques ont dénoncé au parlement la torture que pratique régulièrement la police israélienne et le rôle du ministère de la Sécurité publique dans la détention illégale des milliers de prisonniers politiques palestiniens dans les prisons israéliennes.

Jamal Juma', coordinateur de Stop the Wall, membre du Comité national palestinien du BDS (le BNC), a salué cette décision de principe du gouvernement socialiste centre-gauche du Portugal :

« Cette décision du Portugal donne de l'espoir à notre peuple

et elle envoie le message fort à Israël qu'il n'est pas question d'agir comme si de rien n'était (pas de 'business as usual') tant que se poursuivront l'agression militaire contre Gaza et la répression en Cisjordanie. Ce projet de l'UE accorde tacitement une reconnaissance au contrôle d'Israël et à sa répression militaire du peuple palestinien, et il ferme les yeux devant les mauvais traitements notoires d'Israël envers les Palestiniens, qui comprennent notamment la torture pratiquée de façon régulière comme 'technique d'interrogatoire' ».

Ce projet de cinq millions d'euros a pour objectif de développer une technologie afin d'unifier une méthodologie dans les interrogatoires par la police en « *perfectionnant les compétences en interrogatoire* », et de combler ce qui est appelé « *les lacunes de la culture, de la législation, et du style d'interrogatoire* ». Les forces de police concernées contribueront avec l' « *expérience qui est la leur de l'interrogatoire et de la lutte contre la criminalité à développer le système* ». Le ministère israélien de la Sécurité publique et la Police d'Israël sont accusés par les Nations-Unies et des organisations de défense des droits de l'homme de mettre en œuvre des pratiques illégales de détention, de torturer de façon régulière lors des interrogatoires, et de déployer une violence démesurée contre les manifestants palestiniens.

Le service public fédéral de la Justice de Belgique et le ministère de l'Intérieur d'Espagne/la Garde civile, des entreprises privées, des universités et des institutions de recherche restent impliqués dans le projet en tant que membres participant au programme de recherche Horizon 2020 de l'UE. Avec cette nouvelle victoire, les organisations militantes en Espagne et en Belgique ont juré d'intensifier leurs campagnes pour mettre fin au projet.

« Nous sommes reconnaissants aux organisations de la société civile et aux partis politiques portugais d'avoir agi

ensemble, avec nous, pour élaborer une solidarité efficace basée sur l'appel aux Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) et de veiller qu'il n'y aura aucun risque de prolifération des pratiques illégales et des traitements inhumains, par les Israéliens à travers ce projet, dans leur propre système de justice portugais », dit Juma'.

Une coalition portugaise sans précédent d'organisations de solidarité, des droits de l'homme, et des militants contre le racisme, de même que de l'association représentant les officiers de la Révolution de 1974 au Portugal, s'est réunie après un rapport de Stop the Wall qui exposait cette coopération et quelles seraient ses conséquences pour les droits de l'homme et la liberté des Palestiniens. Le Parti communiste portugais et le Parti des Verts ont mis sur la sellette le ministère des Affaires étrangères et celui de la Justice sur cette question.

Le Mouvement pour les droits du peuple palestinien et pour la paix au Moyen-Orient (le MPP), à l'origine de la coalition de la société civile contre le projet, a déclaré :

« Nous nous félicitons de la décision du ministère de la Justice de mettre fin à la participation de la police portugaise au projet LAW TRAIN. Le retrait du gouvernement portugais de ce projet est une victoire pour toutes les forces qui, en Palestine, au Portugal et en Europe, appellent au terme de ce projet de coopération avec l'appareil répressif d'Israël ».

Ces nouvelles surviennent alors que le Palestinien Bilal Kayed, 34 ans, poursuit sa grève de la faim depuis mi-juin 2016 (grève victorieuse suspendue le 25 août après un accord sur la fin de sa détention – ndp). Il y a actuellement plus de 700 prisonniers palestiniens dans les geôles israéliennes, dont beaucoup sont détenus sans inculpation. Le Comité contre la torture, des Nations-Unies, a exhorté Israël une fois encore, en mai, à interdire la torture et ses sévices dans le

processus d'interrogatoire. Des organisations des droits de l'homme ont mis en évidence le traitement particulièrement brutal contre les mineurs palestiniens.

Riya Hassan, coordinateur européen au BNC, conclut :

« Cette nouvelle victoire est un signe de plus que les gouvernements européens commencent à se réveiller devant la problématique d'avoir Israël comme partenaire dans des projets qui risquent de nuire aux libertés fondamentales, à la démocratie et aux droits humains. Il reste un long chemin à parcourir pour mettre fin à la complicité de l'Europe avec l'apartheid israélien. LAW TRAIN se poursuit avec les participants restants, et ce n'est que l'un des nombreux projets militaires et sécuritaires qui sont financés par la Commission de l'Union européenne, avec l'argent de ses contribuables. »

Note aux éditeurs :

Dans le cadre de la campagne dans le reste de l'Europe, des députés du Parlement européen, du Portugal, d'Espagne et de Belgique, ont écrit à la Commission européenne pour dénoncer le projet. Des organisations de la société civile sont en train de planifier des initiatives de protestation. L'année dernière, dans une initiative commune à plusieurs partis, 73 députés européens ont publié une lettre appelant l'UE à cesser de financer les entreprises militaires israéliennes impliquées dans des violations graves du droit international.

Depuis le début du nouveau cycle de financement Horizon 2020, en 2015, les campagnes de Stop the Wall, du Comité national palestinien du Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BNC) et de la Coordination européenne des comités et associations pour la Palestine (ECCP) ont ciblé conjointement la participation d'Israël à Horizon 2020, en particulier la coopération du secteur militaire et sécuritaire israélien. Dans le cycle précédent, de 2007 à 2013, l'UE a financé plus

de 1500 projets de recherche et développement ayant une participation israélienne. L'IAI (Industries aéronautiques israéliennes), à elle seule, a profité de plus de 16 projets, accaparant au total 148,55 millions d'euros de financement public de l'UE.

La torture est systématique dans les geôles israéliennes. Un récent rapport montre que 97 % des mineurs palestiniens en détention israélienne n'ont accès à aucun conseiller juridique avant, et pendant l'interrogatoire. Durant celui-ci, 28,7 % ont été soumis à des violences verbales ou à une intimidation, à l'isolement ou à des agressions sexuelles, 27,5 % ont été exposés à des violences physiques, notamment avec des étranglements, des coups de poing, et en frappant la tête de l'enfant contre le mur.

<https://bdsmovement.net/news/portuguese-government-withdraws-controversial-project-israeli-police-following-bds-pressure>

Traduction : JPP pour BDS FRANCE